

print

La « communauté internationale » et la guerre en Syrie

De [Pierre Dubuc](#)

Global Research, septembre 06, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-communaute-internationale-et-la-guerre-en-syrie/5348511>

Pendant des semaines, les médias canadiens et québécois ont voulu nous enfoncer dans la gorge le bien-fondé d'une action de la « communauté internationale » au profit des rebelles syriens, victimes des armes chimiques du régime de Bachar al-Assad.

Pour appuyer la nécessité d'une telle intervention, on nous a présenté des images horribles de vidéos youtubiens, dont on nous prévenait ne pas être en mesure d'authentifier l'origine, ni la véracité de ce qui défilait sous nos yeux. Ce qui n'a pas empêché nos « professionnels de l'information » de continuer à les diffuser en boucles.

Nos « chevronnés » éditorialistes et commentateurs, du haut de leur superbe, ont emboîté le pas. Bernard Descôteaux, le directeur du Devoir, écrivait, le 28 août dernier : « Il n'y a plus de doute possible. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ne laisseront pas passer le massacre à l'arme chimique de civils syriens par le régime de Bachar al-Assad ».

Il en tirait la conclusion suivante : « L'intervention que considèrent les États-Unis et ses alliés français et britanniques est moralement et politiquement justifiée. Par la force des choses, elle se fera sous forme d'une coalition de pays volontaires à s'y engager, laquelle devra être le plus large possible. Le Canada devra en être ».

Deux jours plus tard, Yves Boisvert de La Presse, parle d'une « guerre juste et illégale ». Spécialiste des questions juridiques au quotidien montréalais, on sent que Boisvert est mal à l'aise d'appuyer une guerre illégale, déclenchée au mépris des institutions internationales.

Il fouille, gratte et cherche, dans les précédents historiques, une institution qui pourrait donner son assentiment. Mais il n'en trouve pas. « Si le Conseil de sécurité de l'ONU est bloqué, que l'Assemblée générale tarde à se réunir et que l'OTAN, cette fois, n'est pas en cause car la Syrie ne menace pas un pays membre, que reste-t-il? »

En désespoir de cause, il se rabat sur une soi-disant « force de persuasion morale »! Il conclut : « Parfois, une des seules choses un peu justes à faire est de faire la guerre à ceux qui la font. »

« Un peu juste », c'est pas un argument très fort, ni très convaincant! Sans doute que, dans son esprit, ça peut se satisfaire d'« un peu de guerre ». Des frappes ciblées, circonscrites dans le temps et dans l'espace, par exemple. Comme Obama les veut.

Nos journalistes manipulent les mots et les concepts, comme les belligérants tripotent les images. Prenons le concept de la soi-disant « communauté internationale ». Par son utilisation, on voulait nous laisser croire que le « monde entier » était prêt à passer à l'action contre la Syrie.

Pourtant, n'importe quel observateur de la scène politique internationale était à même de constater que la Chine, la Russie et une bonne partie de l'Europe ne

faisaient pas partie de cette « communauté internationale », prête à en découdre avec Bachard al Assad.

Évidemment, on n'a jamais fait mention des pays d'Amérique latine, d'Afrique et des autres pays d'Asie, dont la grande majorité n'était pas prêts à appuyer l'action des bellicistes. Cela commence à faire pas mal de monde opposée à une intervention.

Mais, attendez, ce n'est pas tout. Dans les pays de la « communauté internationale » va-t'en guerre, la suite des événements a démontré que la grande majorité de la population ne suivait pas ses faucons. En Grande-Bretagne, le Parlement – c'est tout à son honneur – a déculotté le premier ministre David Cameron.

Des sondages menés en Grande-Bretagne, en France et aux États-Unis ont démontré un rejet net, à plus de 60%, d'une action « punitive » contre la Syrie par les pays de la « coalition ». (À remarquer qu'on a remplacé le terme « communauté internationale » par celui de « coalition », lorsqu'il est apparu qu'elle se limitait à trois pays!) Plus de 60%, c'est « une majorité claire » qui répond Non à une « question claire », pour employer des termes chers à Stéphane Dion.

On peut s'attendre, au cours des prochaines semaines, à ce que les gouvernements de la « coalition », déploient des trésors d'ingéniosité pour renverser l'opinion publique en leur faveur. Que les grands médias s'en fassent les complices ne doit pas nous surprendre.

Mais que des journalistes aussi respectables que Bernard Descôteaux et Yves Boisvert participent à de telles opérations de propagande est renversant. Après l'épisode des bébés dans les incubateurs au Koweït, la présentation de Colin Powell devant l'ONU sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein, qui de sensé peut encore baser son jugement sur la présentation de vidéos amateurs!

Que les images des gazés soient véridiques ou pas, que l'utilisation d'armes chimiques soit l'œuvre de Bachar ou des insurgés, nous le saurons sans doute jamais. Mais cela n'est pas d'une importance capitale. Le grand stratège militaire Clausewitz disait que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Donc, si nous voulons savoir si une guerre est juste ou pas – ou un « peu juste » – il faut étudier les politiques qui ont mené à cette guerre.

Il nous faut, non pas des articles et des éditoriaux qui relaient la propagande américaine, mais des articles et des éditoriaux qui analysent et décortiquent ces politiques, qui présentent les buts réels de la guerre. Leurs auteurs seront sans doute moins appréciés dans les chancelleries, mais ils auront rempli leur mandat de journaliste.

La situation au Moyen-Orient est particulièrement complexe avec ses immenses réserves en pétrole, et l'affrontement entre grandes puissances (États-Unis, Europe, Russie, Chine) par pays (Libye, Syrie, Iran, Égypte, etc.) et religions (sunnite, chiite, copte) interposés.

Peut-on parler de « lutte de libération nationale », de « guerre juste » ou un « peu juste » de la part des « rebelles », qui ne rêvent que d'implanter la charia et massacrer tous les alaouites et dont on sait qu'un fort contingent est armé par l'Arabie saoudite et le Qatar, deux pays alliés des États-Unis.

Selon plusieurs analystes, nous sommes devant une situation comparable à celle qui a conduit au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Un événement en apparence isolé, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône

austro-hongrois par un serbe, avait conduit à l'activation d'une série d'alliances qui obligèrent plusieurs puissances européennes à s'engager sur la voie de la guerre.

Aujourd'hui, au Moyen-Orient, une « frappe punitive » des États-Unis est susceptible de déclencher une série d'actions militaires hors de contrôle. Le Hezbollah pourrait riposter en lançant des roquettes sur Israël, qui ne rêve que d'en découdre avec l'Iran, d'autant plus que les tergiversations d'Obama la confortent dans son idée d'agir seul, sans compter sur les États-Unis. Et que ferait la Russie, si l'Iran était attaquée?

Bien entendu, face à de tels scénarios d'apocalypse, nous nous sentons dépourvus. À tort. Nous avons tous et toutes un rôle important à jouer. Clarifier pour nous-mêmes, et notre entourage, les enjeux du conflit. Surveiller de près les actions prises par notre gouvernement et intervenir pour l'empêcher de nous entraîner dans une guerre de rapine impérialiste. Il faut se rappeler que notre mobilisation exemplaire a convaincu le gouvernement Chrétien de ne pas faire partie de la « coalition » belliciste lors de la guerre en Irak.

Nous devons également interpeller les Descôteaux et Boisvert de ce monde pour leur trahison de l'héritage pacifiste du Québec. Il est quand même extraordinaire que le directeur du *Devoir* soit plus belliqueux que le premier ministre Stephen Harper!

Pierre Dubuc

Copyright © 2013 Global Research